

# VD\_FINDINFO Arrêt / 2016 / 42 vom 7. März 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-03-07, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Arr\\_t\\_\\_2016\\_\\_42](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Arr_t__2016__42)

FR: VD\_FINDINFO Arrêt / 2016 / 42 du 7 mars 2016

IT: VD\_FINDINFO Arrêt / 2016 / 42 del 7 marzo 2016

## Regeste

RÉVISION{DÉCISION}, REJET DE LA DEMANDE | 53 al. 1 LPGA, 61 let. i LPGA, 100 al. 1 let. b LPA-VD

## Erwägungen

### E. 1

La procédure devant le tribunal cantonal institué pour connaître du contentieux relatif au droit des assurances sociales, conformément aux art. 56 ss LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales ; RS 830.1), est régie par le droit cantonal, sous réserve de l'art. 1 al. 3 PA (loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative ; RS 172.021). Elle doit satisfaire aux exigences mentionnées aux lettres a à i de l'art. 61 LPGA.

### E. 2

La présente procédure porte sur la révision de l'arrêt rendu le 20 octobre 2014 en la cause AA 78/13 – 105/2014 par la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal. a) Dans le canton de Vaud, la procédure de révision d'un jugement cantonal est régie par les art. 100 ss LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36). L'art. 101 LPA-VD prévoit que la demande de révision doit être déposée dans les nonante jours dès la découverte du moyen de révision ; dans le cas mentionné à l'art. 100 al. 1 let. b, le droit de demander la révision se périmé en outre par dix ans dès la notification de la décision ou du jugement visé. L'autorité ayant rendu le jugement visé statue sur la demande de révision en vertu de l'art. 102 LPA-VD. b) En l'espèce, la demande de révision de l'arrêt cantonal du 20 octobre 2014 a été introduite le 27 janvier 2015. Elle fait suite à la communication datée du 31 octobre 2014, émanant du mandataire de l'assurée à celui de Hotela Assurances SA, d'un tirage du jugement rendu le 12 février 2014 par le Tribunal de Grande Instance [...] dans la cause opposant l'assurée à E. \_\_\_\_\_ SA. La demande de révision a dès lors été déposée dans le délai légal de nonante jours (cf. art. 101 LPA-VD) dès la « découverte », à réception du pli du 31 octobre 2014, du jugement du 12 février 2014 du Tribunal de Grande Instance [...] dont la requérante n'avait pas connaissance. La demande de révision est ainsi recevable. L'arrêt du 20 octobre 2014 a par ailleurs été rendu par la Cour de céans (cf. arrêt AA 78/13 – 105/2014 consid. 1b), de sorte que la présente demande de révision ressortit également à la compétence de cette même cour (cf. art. 102 LPA-VD).

### E. 3

Il y a donc lieu de statuer sur le fond de la requête, soit de déterminer si les conditions mises à la révision de l'arrêt cantonal du 20 octobre 2014 sont réalisées in casu. a) La lettre i de l'art. 61 LPGA prévoit que les jugements sont soumis à révision si des faits ou des moyens

de preuve nouveaux sont découverts ou si un crime ou un délit a influencé le jugement. Aux termes de l'art. 100 LPA-VD, un jugement peut être annulé ou modifié, sur requête, s'il a été influencé par un crime ou un délit (al. 1 let. a) ou si le requérant invoque des faits ou des moyens de preuve importants qu'il ne pouvait pas connaître lors de la première décision ou dont il ne pouvait pas ou n'avait pas de raison de se prévaloir à l'époque (al. 1 let. b). Les faits nouveaux survenus après le prononcé du jugement ne peuvent donner lieu à une demande de révision (al. 2). Cette dernière disposition correspond à la jurisprudence du Tribunal fédéral (TF) et de l'ancien Tribunal fédéral des assurances (TFA), rendue notamment en lien avec l'art. 61 let. i LPGA. b) Selon cette jurisprudence, une demande de révision d'un jugement d'un tribunal est recevable, notamment, lorsque le requérant a connaissance subséquemment de faits nouveaux importants ou trouve des preuves concluantes qu'il n'avait pas pu invoquer dans la procédure précédente (TFA U 335/05 du 12 septembre 2006 consid. 3.1 ; H 107/05 du 25 octobre 2005 consid. 1). La notion de faits ou moyens de preuve nouveaux s'apprécie de la même manière en cas de révision (procédurale) d'une décision administrative (art. 53 al. 1 LPGA), de révision d'un jugement cantonal ou de révision d'un arrêt fédéral (art. 123 al. 1 let. a LTF [loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110] ; cf. TF 8C\_797/2011 du 15 février 2012 consid. 3.1 ; 8C\_934/2009 du 24 février 2010 consid. 2.1 ; 8C\_215/2008 du 16 octobre 2008 consid. 5.1 ; Ueli Kieser, ATSG-Kommentar, 3<sup>ème</sup> éd. 2015, n. 229 ad art. 61 LPGA et n. 21 ss ad art. 53 al. 1 LPGA). Sont ainsi « nouveaux », au sens de l'art. 61 let. i LPGA et de l'art. 53 al. 1 LPGA, les faits qui se sont produits jusqu'au moment où, dans la procédure principale, des allégations de faits étaient encore recevables, mais qui n'étaient pas connus du requérant malgré toute sa diligence. En outre, les faits nouveaux doivent être importants, c'est-à-dire qu'ils doivent être de nature à modifier l'état de fait qui est à la base de l'arrêt entrepris et à conduire à un jugement différent en fonction d'une appréciation juridique correcte (ATF 110 V 141 consid. 2 et 293 consid. 2a ; 108 V 171 consid. 1 ; voir aussi ATF 121 IV 322 consid. 2 ; 118 II 205 consid. 5). Il s'agit ainsi de faits antérieurs à la décision sur lesquels celle-ci se fonde, découverts après coup. La nouveauté se rapporte dès lors à la découverte et non au fait lui-même, les faits postérieurs, soit les véritables nova, étant exclus (cf. Pierre Ferrari, in : Bernard Corboz/Alain Wurzbürger/Pierre Ferrari/Jean-Maurice Frésard/Florence Aubry Girardin, Commentaire de la LTF, 2<sup>ème</sup> éd., Berne 2014, n. 16 ad art. 123 LTF p. 1421 ; cf. Benoît Bovay, Procédure administrative, Berne 2000, p. 438). Les preuves, quant à elles, doivent servir à prouver soit les faits nouveaux importants qui motivent la révision, soit des faits qui étaient certes connus lors de la procédure précédente, mais qui n'avaient pas pu être prouvés, au détriment du requérant. Si les nouveaux moyens sont destinés à prouver des faits allégués antérieurement, le requérant doit aussi démontrer qu'il ne pouvait pas les invoquer dans la précédente procédure. Une preuve est considérée comme concluante lorsqu'il faut admettre qu'elle aurait conduit le juge à statuer autrement s'il en avait eu connaissance dans la procédure principale. Ce qui est décisif, c'est que le moyen de preuve ne serve pas à l'appréciation des faits seulement, mais à l'établissement de ces derniers (ATF 127 V 353 consid. 5b ; TF 8C\_934/2009 précité consid. 2.1). c) La révision ne permet pas de supprimer une erreur de droit, de bénéficier d'une nouvelle interprétation, d'une nouvelle pratique ou d'obtenir une nouvelle appréciation de faits connus lors de la décision dont la révision est demandée. Elle ne permet pas non plus de rediscuter l'argumentation juridique contenue dans l'arrêt dont la révision est demandée. Une appréciation juridique erronée de l'autorité qui a pris la décision n'ouvre donc pas la voie de la révision (cf. Benoît Bovay/Thibault

Blanchard/Clémence Grisel Rapin, Procédure administrative vaudoise, LPA-VD annotée, Bâle 2012, n. 4 ad art. 100 LPA-VD p. 454). d) Saisie d'une demande de révision, l'autorité la déclare irrecevable lorsque les conditions de forme, relatives aux délais, aux conclusions et à la motivation de la demande ne sont pas respectées. Si les motifs de révision ne sont pas réalisés, elle rejette la demande. Lorsque l'autorité constate que le moyen allégué à l'appui de la demande de révision aurait pu être invoqué à un stade antérieur de la procédure, on peut hésiter sur la question de savoir si elle doit refuser d'entrer en matière ou rejeter la demande (cf. TF 1P.320/1996 du 24 janvier 1997 consid. 1c ; cf. Bovay/Blanchard/Grisel Rapin, op. cit., n. 2 ad art. 105 LPA-VD p. 460).

#### **E. 4**

In casu, la requérante ne prétend pas avoir eu connaissance de nouveaux moyens de preuve, mais d'un fait nouveau au sens des art. 61 let. i LPGA et 100 al. 1 let. b LPA-VD, constitué par le jugement rendu le 12 février 2014 par le Tribunal de Grande Instance [...], dont la communication en temps utile aurait été omise par l'assurée. Aux termes de son écriture du 25 septembre 2015, Hotela Assurances SA se prévaut également de ne pas avoir eu connaissance du mandat confié à un avocat français pour contester la position de E.\_\_\_\_\_SA par courrier du 28 septembre 2011, soit deux jours après l'entretien téléphonique passé entre la mère de l'assurée et l'une de ses collaboratrices. a) S'agissant de ces derniers documents, on ne saurait estimer avoir affaire à des éléments de fait nouveaux, dans la mesure où la requérante connaissait en septembre 2011 l'existence d'un contrat d'assurance contre la maladie conclu entre l'assurée et E.\_\_\_\_\_SA. Il ressort en effet des pièces du dossier produit par Hotela Assurances SA à la suite du recours formé par l'assurée le 14 août 2013 qu'un bref échange de correspondance avait eu lieu entre la requérante et l'assureur français, ce dernier lui ayant transmis une attestation médicale en date du 9 septembre 2011. Hotela Assurances SA avait par ailleurs répondu à E.\_\_\_\_\_SA le 20 septembre 2011 en se référant à sa communication à l'assurée du 7 septembre 2011. Il pouvait également être déduit de la missive de l'assureur français du 9 septembre 2011 que l'assurée avait sollicité son intervention en vue de la prise en charge des soins dispensés au sein du Centre hospitalier F.\_\_\_\_\_, alors que E.\_\_\_\_\_SA considérait que le cas relevait de l'assurance-accidents. A cet égard, la contestation ultérieure de la position de l'assureur français avec le concours d'un mandataire professionnel le 28 septembre 2011 s'est inscrite dans le prolongement logique des différentes démarches effectuées par l'assurée, sans que cela ne constituât un fait nouveau au sens entendu par la jurisprudence fédérale rappelée plus haut. b) Il en va en revanche différemment de la procédure introduite le 11 septembre 2013, laquelle s'est soldée par le jugement du Tribunal de Grande Instance [...] du 12 février 2014. Ce jugement est effectivement demeuré inconnu de la requérante jusqu'à réception de la correspondance de Me Crettaz du 31 octobre 2014. Il constitue dès lors indubitablement un fait nouveau conformément aux réquisits des art. 61 let. i LPGA et 100 al. 1 let b LPA-VD.

#### **E. 5**

Il convient ainsi de déterminer si ce jugement, astreignant l'assureur français à assumer les frais de traitement consécutifs à l'événement du 14 septembre 2010 est important au point d'entraîner la révision de l'arrêt de la Cour de céans du 20 octobre 2014 et de conduire à un résultat différent en fonction d'une appréciation juridique correcte. a) Hotela Assurances SA considère que le jugement du tribunal de Grande Instance [...] permettrait une interprétation différente du compte-rendu de l'entretien téléphonique du 26 septembre 2011.

Elle déduit en effet que les explications de la requérante aurait convaincu l'assurée du bien-fondé de sa position, qui serait demeurée sans contestation. Cette argumentation ne saurait toutefois être suivie, au vu de la chronologie des événements rappelée à juste titre par l'intimée dans sa réponse du 15 juillet 2015 (cf. p. 13 de l'écriture en question). A la date de l'entretien du 26 septembre 2011, aucun des deux assureurs sollicités par celle-ci ne s'était prononcé en faveur de la prise en charge des conséquences financières du sinistre du 14 septembre 2010, Hotela Assurances SA et E. \_\_\_\_\_ SA considérant toutes deux que l'obligation de prise en charge incombait à l'autre (cf. message de E. \_\_\_\_\_ SA du 9 septembre 2011 et réponse de la requérante du 20 septembre 2011). Ignorant en septembre 2011 quelle serait la position définitive des deux assurances, l'intimée n'a finalement actionné l'assureur français que près de deux ans après ces faits, par demande introduite le 11 septembre 2013. En outre, la requérante perd de vue que la note d'entretien du 26 septembre 2011 mentionne expressément qu'à cette date, l'assurée estimait ne plus bénéficier d'aucune couverture d'assurance en France. Il apparaît dès lors d'autant moins vraisemblable qu'elle eût renoncé à contester la détermination de Hotela Assurances SA, laquelle pouvait apparaître seule susceptible d'intervenir en sa faveur. Par ailleurs, il faut rappeler que, dans le contexte du recours déposé le 14 août 2013, il s'agissait pour la Cour de céans de déterminer quelle était la volonté exprimée par B.D. \_\_\_\_\_ lors de l'entretien du 26 septembre 2011, ce non seulement sur la base des faits existant à cette date, mais encore de ceux effectivement connus de l'assurée et de sa représentante. L'introduction d'une action judiciaire en septembre 2013, soit près de deux ans après l'entretien en question, ne peut ainsi manifestement avoir d'incidence sur l'interprétation de la teneur de la conversation du 26 septembre 2011 et de la manifestation de volonté de l'assurée, exprimée par sa représentante à cette occasion. b) Indépendamment de ce qui précède, il s'agit de souligner, à l'instar de l'intimée, que l'objet litigieux de la cause soumise à révision n'est pas le droit à des prestations (soit le paiement de la facture du Centre hospitalier F. \_\_\_\_\_) en tant que tel, mais le droit d'obtenir une décision statuant sur la notion d'accident et la prise en charge du cas. Dans ce contexte, l'existence d'une police d'assurance entre l'assurée et E. \_\_\_\_\_ SA, tout comme d'un jugement condamnant cet assureur à l'acquittement des frais de traitement dispensés par le Centre hospitalier F. \_\_\_\_\_, n'exercent aucune influence sur le droit de l'assurée à l'obtention d'une décision formelle de la part de Hotela Assurances SA, à savoir une décision statuant sur la qualification de l'événement du 14 septembre 2010 au regard de l'art. 4 LPGA, dont l'un des corollaires est la prise en charge des frais de traitement. La connaissance par la Cour de céans du jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance [...] le 12 février 2014 n'aurait pas entraîné une appréciation différente de la question examinée dans le cadre du recours déposé le 14 août 2013. Le droit de l'assurée d'obtenir une décision formelle sur la qualification de l'événement du 14 septembre 2010 s'avère en effet incontestable, étant rappelé qu'un tel acte a non seulement des conséquences en matière de frais de traitement, mais également sur la prise en charge ultérieure de séquelles ou de rechutes, ainsi que sur l'octroi d'une indemnité pour atteinte à l'intégrité ou d'une rente. En conséquence, la condamnation civile de E. \_\_\_\_\_ SA au paiement de la facture du Centre hospitalier F. \_\_\_\_\_ ne modifie en rien le droit de l'assurée à l'obtention d'une décision. c) On relèvera au demeurant que l'application de l'ALCP (Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes ; RS 0.142.112.681), implique de se référer notamment au Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du

16 septembre 2009 (RS 0.831.109.268.11) dont le but est de coordonner les différents systèmes d'assurances sociales. Ce règlement traite de l'application provisoire d'une législation et de la prise en charge provisoire de prestations à son art. 6, ainsi que de la récupération de prestations indûment servies à ses art. 71 et suivants. Dès lors, si la condamnation civile de E.\_\_\_\_\_SA s'avère provisoire au sens de l'art.

#### **E. 6**

ch. 2 du Règlement (CE) 987/2009, il appartiendra aux deux assureurs concernés de se coordonner après l'entrée en force d'une décision formelle de la part de Hotela Assurances SA. Si en revanche la condamnation de l'assureur est définitive, il appartiendra cas échéant à E.\_\_\_\_\_SA de procéder conformément aux art. 71 ss du Règlement (CE) 987/2009 pour autant que les conditions imposées par ces dispositions en vue du remboursement de la prestation versée soient réalisées. d) Ainsi, force est de déduire que le jugement établi le 12 février 2014 par le Tribunal de Grande Instance [...] ne constitue pas un fait nouveau suffisamment important pour justifier la révision de l'arrêt de la Cour de céans du 20 octobre 2014.

#### **E. 7**

En définitive, la demande de révision dudit arrêt, introduite le 27 janvier 2015 par Hotela Assurances SA, doit être rejetée, tandis que les conclusions subséquentes de la requérante n'ont pas à être examinées. a) Il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice, la procédure de révision étant gratuite (cf. art. 61 let. a LPGA), sauf en cas de témérité ou de légèreté, lesquelles ne sont pas réalisées en l'espèce. b) La requérante qui succombe est en revanche astreinte au paiement d'une indemnité de dépens en faveur de l'intimée, représentée par un mandataire professionnel (art. 61 let. g LPGA ; art. 55 al. 1 LPA-VD). Compte tenu de la complexité de l'affaire, il convient d'arrêter cette indemnité à 2'500 fr., à la charge de Hotela Assurances SA.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.